

## **Note d'analyse**

**des coûts d'approvisionnement et hors approvisionnement  
dans les tarifs réglementés de vente de gaz naturel  
de la REG.I.E.S au 1<sup>er</sup> juillet 2014**

**28 mai 2014**

<b>CONTEXTE ET OBJECTIFS DES TRAVAUX MENES PAR LA CRE</b>	<b>3</b>
<b>PREAMBULE</b>	<b>5</b>
<b>I. PRESENTATION DE LA STRUCTURE DES COUTS DE LA REG.I.E.S</b>	<b>5</b>
1 PRESENTATION DES ACTIVITES DE LA REG.I.E.S ET DU SUIVI ANALYTIQUE DES COUTS PAR ACTIVITE	5
2 REPARTITION DES NATURES DE COUTS LIES A L'ACTIVITE DE FOURNITURE DE GAZ AUX CLIENTS AUX TARIFS REGLEMENTES	5
<b>II. ANALYSE DES COUTS CONSTATES ET PREVISIONNELS DE L'ACTIVITE DE FOURNITURE DE GAZ AUX TARIFS REGLEMENTES DE REG.I.E.S</b>	<b>6</b>
1 COUTS D'APPROVISIONNEMENT	6
2 COUTS HORS APPROVISIONNEMENT	6
2.1 ANALYSE DES COUTS HORS APPROVISIONNEMENT SUPPORTES PAR REG.I.E.S EN 2013	6
2.2 ANALYSE DES COUTS HORS APPROVISIONNEMENT PREVISIONNELS POUR L'ANNEE 2014 ET LE 1ER SEMESTRE 2015	6
<b>III. CONCLUSIONS</b>	<b>7</b>

## Contexte et objectifs des travaux menés par la CRE

### Cadre juridique

L'article L. 445-3 du code de l'énergie dispose que « *Les tarifs réglementés de vente du gaz naturel sont définis en fonction des caractéristiques intrinsèques des fournitures et des coûts liés à ces fournitures. Ils couvrent l'ensemble de ces coûts à l'exclusion de toute subvention en faveur des clients qui ont exercé leur droit prévu à l'article L. 441-1* ».

L'article 3 du décret du 16 mai 2013 modifiant l'article 4 du décret du 18 décembre 2009 relatif aux tarifs réglementés de vente de gaz naturel prévoit que :

*« Pour chaque fournisseur est définie une formule tarifaire qui traduit la totalité des coûts d'approvisionnement en gaz naturel. La formule tarifaire et les coûts hors approvisionnement permettent de déterminer le coût moyen de fourniture du gaz naturel, à partir duquel sont fixés les tarifs réglementés de vente de celui-ci, en fonction des modalités de desserte des clients concernés.*

*Les coûts hors approvisionnement comprennent notamment :*

- *les coûts d'utilisation des réseaux de transport de gaz naturel et, le cas échéant, des réseaux de distribution publique de gaz naturel, résultant de l'application des tarifs d'utilisation des infrastructures de gaz fixés par la Commission de régulation de l'énergie ;*
- *les coûts d'utilisation des stockages de gaz naturel, le cas échéant ;*
- *les coûts de commercialisation des services fournis, y compris une marge commerciale raisonnable.*

*La méthodologie d'évaluation des coûts hors approvisionnement pour chaque fournisseur est précisée par arrêté des ministres chargés de l'économie et de l'énergie, après avis de la Commission de régulation de l'énergie.*

*La Commission de régulation de l'énergie effectue chaque année une analyse détaillée de l'ensemble des coûts d'approvisionnement en gaz naturel et hors approvisionnement. Les coûts de commercialisation peuvent être, en cas d'indisponibilité des données, estimés à partir de moyennes. La Commission de régulation de l'énergie intègre notamment dans son analyse les possibilités d'optimisation du portefeuille d'approvisionnement de chaque fournisseur sur la période écoulée. Elle peut proposer aux ministres chargés de l'énergie et de l'économie de revoir la formule tarifaire ou la méthodologie d'évaluation des coûts hors approvisionnement, afin de prendre en compte l'évolution des coûts dans les tarifs. Elle remet au Gouvernement les résultats de cette analyse et les rend publics, dans le respect du secret des affaires, au plus tard le 15 mai. »*

### Avis de la CRE du 11 avril 2013

La CRE a été saisie, pour avis, par la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie sur ce projet de décret. Dans sa délibération du 11 avril 2013, elle a émis un avis défavorable au 7ème alinéa de l'article 4, qui encadre l'analyse par la CRE des coûts des fournisseurs aux tarifs réglementés de vente de gaz en observant :

*« La CRE considère, qu'appliquées à l'ensemble des 24 fournisseurs historiques, elles seraient disproportionnées au regard des objectifs de vérification de l'adéquation des tarifs et de transparence qui viennent d'être rappelés, les 22 ELD représentant moins de 5% des sites alimentés aux tarifs réglementés de vente de gaz en France.*

*En tout état de cause, une telle mesure supposerait que le fournisseur historique puisse fournir à la CRE ses comptes détaillés. Or, ce n'est pas toujours possible s'il s'agit d'un fournisseur multi-fluides (eau, gaz, électricité, assainissement) ou qui n'a pas établi de comptes séparés pour ses activités de*

*fourniture et de distribution. En effet, la délibération de la CRE du 7 février 2007 relative aux principes de dissociation comptable applicables aux ELD, qui précise l'article 25 de la loi du 10 février 2000, prévoit que seules les ELD dont le réseau achemine une quantité d'énergie supérieure à 700 GWh doivent tenir des comptes dissociés. L'établissement de la séparation des comptes liés aux activités de fourniture aux tarifs réglementés de vente de gaz de ceux liés aux autres activités pourrait engendrer pour les fournisseurs des coûts disproportionnés au regard des objectifs à atteindre. Seules huit des 22 ELD disposent ainsi à ce jour d'une comptabilité dissociée.*

*Enfin, compte tenu des limites des ressources dont elle dispose, la CRE n'est pas en mesure de procéder à des audits et des contrôles annuels sur la totalité des 24 fournisseurs. Elle rappelle en particulier que ses effectifs et ses moyens n'ont pas été ajustés au fort développement de ses missions et ses activités depuis 2009, avec la transposition des textes européens du troisième paquet sur l'énergie, la loi sur la nouvelle organisation du marché de l'énergie, et le développement des appels d'offres en matière d'énergies renouvelables.»*

## **Objectifs**

Afin d'éclairer ses prochains avis sur l'évolution des tarifs réglementés de REG.I.E.S, la CRE a procédé à une analyse de ses coûts d'approvisionnement et hors approvisionnement.

Compte-tenu des difficultés précédemment exposées, la CRE n'a pas été en mesure de mener ses analyses dans les délais prévus par le décret du 16 mai 2013.

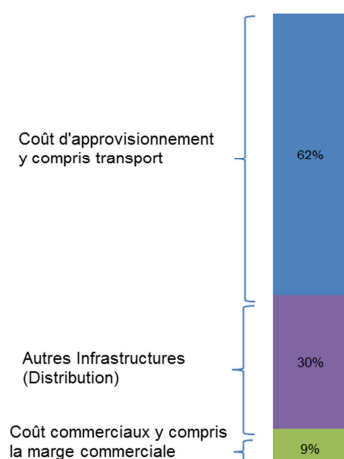
La CRE a adressé à REG.I.E.S, en date du 11 février 2014, un courrier de lancement précisant l'objectif et le cadre de cet exercice. Les échanges se sont déroulés principalement sur les mois d'avril et mai 2014.

Par cette note, la CRE rend compte des résultats de ces travaux.

<b>NB : certains graphiques sont présentés sans échelle, afin de respecter le secret des affaires.</b>
--

## Préambule

En préambule à la présentation des principaux constats effectués lors de ces travaux, le graphique ci-dessous présente, à titre illustratif, les différents coûts des tarifs réglementés de vente de REG.I.E.S., et leurs parts respectives pour l'année 2013 :



La facture hors taxes aux tarifs réglementés est constituée de trois composantes :

- les coûts d'approvisionnement y compris les coûts de transport (ou « matière) ;
- les autres infrastructures (coûts d'utilisation des réseaux de distribution publique de gaz naturel ;
- les coûts de commercialisation des services fournis, y compris une marge commerciale raisonnable.

REG.I.E.S. a indiqué à la CRE, effectuer les travaux avec la DGEC pour la mise en place d'une formule en application du décret n° 2009-1603 du 18 décembre 2009 relatif aux tarifs réglementés de vente de gaz naturel. La CRE n'a jamais été saisi d'une demande tarifaire.

## I. Présentation de la structure des coûts de la REG.I.E.S

### 1 Présentation des activités de la REG.I.E.S et du suivi analytique des coûts par activité

La REG.I.E.S est une structure dépendant du Syndicat Electrique Intercommunal du Pays Chartrain assurant la distribution et la fourniture du Gaz Naturel (4 communes) et du propane pour les communes qui ont transféré au SEIPC leur compétence.

La REG.I.E.S n'est pas en mesure de communiquer à la CRE ses comptes 2013 avant le mois de juin 2014.

L'opérateur ne dispose pas de comptes dissociés, ni d'une comptabilité analytique.

### 2 Répartition des natures de coûts liés à l'activité de fourniture de gaz aux clients aux tarifs réglementés

Le chiffre d'affaires lié l'activité de fourniture de gaz naturel aux clients aux tarifs réglementés de la REG.I.E.S s'élève à environ 0,5 M€ en 2013.

A fin 2013, le nombre de clients de la REG.I.E.S aux tarifs réglementés est de 255 pour une consommation de 8 GWh.

Les clients B1 représentent 96% des effectifs « clientèle » et 49% de la consommation globale.

## **II. Analyse des coûts constatés et prévisionnels de l'activité de fourniture de gaz aux tarifs réglementés de REG.I.E.S**

En l'absence de comptes dissociés disponibles, la CRE n'est pas en mesure d'appuyer son analyse présentée ci-après sur des données comptables.

### **1 Coûts d'approvisionnement**

Un fournisseur s'est engagé par contrats à fournir aux PITD de REG.I.E.S. La facturation est constituée d'un montant proportionnel aux volumes enlevés des quantités de l'année contractuelle (QAC) sur la base de la formule du tarif réglementé de type B2S et de prix marché.

Un des contrats d'approvisionnement prend fin en octobre 2014. REG.I.E.S prévoit que l'évolution des contrats permettra de déterminer la part variable de la formule en octobre 2014.

La CRE relève que REG.I.E.S. ne dispose pas d'une formule tarifaire conformément au décret n° 2009-1603 du 18 décembre 2009 modifié le 16 mai 2013 qui prévoit que « *pour chaque fournisseur est définie une formule tarifaire qui traduit la totalité des coûts d'approvisionnement en gaz naturel.*

La REG.I.E.S a indiqué mener les démarches pour la mise en place d'une formule au 1<sup>er</sup> juillet 2014.

La CRE relève qu'une formule tarifaire doit être mise en place pour REG.I.E.S. en application de ce décret.

### **2 Coûts hors approvisionnement**

#### **2.1 Analyse des coûts hors approvisionnement supportés par REG.I.E.S en 2013**

Les coûts supportés en 2013 par REG.I.E.S ont été marqués par l'application de l'évolution du tarif commun d'utilisation des réseaux publics de distribution de gaz naturel des ELD ne présentant pas de comptes dissociés<sup>1</sup> au 1<sup>er</sup> juillet 2013 qui a induit une augmentation sur les coûts d'utilisation des réseaux de distribution de REG.I.E.S.

REG.I.E.S a transmis à la CRE la décomposition de ses coûts par grande nature de charges pour l'exercice 2013. Toutefois, en l'absence de comptabilité dissociée, la CRE n'est pas en mesure de se prononcer sur la couverture de la totalité des coûts supportés par REG.I.E.S par les tarifs réglementés sur l'exercice 2013.

#### **2.2 Analyse des coûts hors approvisionnement prévisionnels pour l'année 2014 et le 1<sup>er</sup> semestre 2015**

A début mai 2014, REG.I.E.S n'a pas transmis à la CRE de prévisions s'agissant de l'évolution de ses coûts hors approvisionnement sur l'exercice 2014 par rapport aux coûts constatés en 2013.

---

<sup>1</sup> Délibération de la CRE du 25 avril 2013

La CRE relève toutefois qu'au 1<sup>er</sup> juillet 2014, l'évolution de la grille tarifaire du GRD induit une baisse de -1,0%<sup>2</sup> de ses coûts d'utilisation des infrastructures.

L'évolution des coûts d'infrastructure de REG.I.E.S doit être répercutée dans la part acheminement des tarifs réglementés de vente au 1<sup>er</sup> juillet 2014.

### III. Conclusions

A l'issue de ces travaux, la CRE n'est pas en mesure de conclure sur la couverture des coûts par les tarifs réglementés de vente de gaz sur l'exercice 2013, en l'absence de comptabilité dissociée disponible.

S'agissant des coûts d'approvisionnement, la CRE recommande la définition d'une formule tarifaire en application de l'article 3 du décret du 16 mai 2013 modifiant l'article 4 du décret du 18 décembre 2009 relatif aux tarifs réglementés de vente de gaz naturel.

S'agissant des coûts hors approvisionnement, la CRE considère qu'une évolution des tarifs réglementés de vente de REG.I.E.S, qu'il conviendra de déterminer d'ici au 1<sup>er</sup> juillet 2014, est nécessaire afin de traduire l'évolution de ses coûts.

---

<sup>2</sup> Délibération de la CRE du 15 mai 2014